ALI BENFLIS DÉNONCE LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE :

«Une procédure autoritaire pour des mesures dérisoires et préoccupantes»

Le parti de Ali Benflis, Talaiou El-Houriet (les Avant-gardes des libertés) descend en flammes les dernières mesures et décisions du pouvoir tant par rapport à la loi de finances complémentaire pour 2015 qu'à la crise récurrente dans la wilaya de Ghardaïa. La gestion du dossier sécuritaire également n'a pas échappé aux salves du bureau politique du parti, contenues dans un communiqué rendu public à l'issue de sa réunion, hier samedi.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - S'agissant de la loi de finances complémentaire pour 2015, le parti de Benflis en dénonce le fond comme la forme. D'abord la forme : «Il (le bureau politique, ndlr) a déploré le recours à cette procédure législative unilatérale qu'est sa promulgation par ordonnance présidentielle.» Ce que le parti qualifie de procédure «autoritaire et injustifiée qui prive les citoyennes et les citoyens du nécessaire débat au sujet de la stratégie de riposte à la crise énergétique mondiale qui concerne toute la nation».

Quant au fond de la chose, le communiqué ajoutera que le bureau politique «a relevé avec une profonde préoccupation le caractère dérisoire des mesures annoncées au regard de la gravité exceptionnelle de cette crise, dont les pouvoirs publics n'ont ni pris la mesure ni appréhendé la véritable nature structurelle». Aussi, le bureau politique regrette-t-il que «la crise énergétique mondiale actuelle n'ait pas été saisie comme une occasion propice à l'introduction de réformes structurelles profondes tendant, enfin, à modifier le caractère lourdement rentier de l'économie nationale et à la mettre sur la voie de la productivité, de la compétitivité et de la performance par laquelle passe obligatoirement la construction d'une économie moderne et d'un état prospère». Comme d'habitude, Ali Benflis s'en prend directement à Bouteflika. C'est ce qui ressort, en l'occurrence, dans la partie du communiqué consacrée aux tragiques événements de Ghardaïa qui sont, dixit le bureau politique, donc «la conséquence directe de la vacance du pouvoir et de l'état de carence institutionnelle qu'elle a entraîné qui ont mis les pouvoirs publics dans l'incapacité d'assumer l'intégralité de leurs responsabilités à l'égard de cette partie du territoire national qui vit un état de tension et de crise récurrent depuis plus de deux longues années».

Pour le parti, cette crise est également la conséquence d'un déficit de représentation démocratique et son traitement «ne saurait se réduire à une approche exclusivement sécuritaire par laquelle le régime politique en place croit pouvoir se dispenser de ses responsabilités propres dans le règlement définitif et durable de cette crise». Sur un tout autre plan, le bureau politique du parti de Benflis a procédé à «une évaluation de la situation sécuritaire prévalant dans le pays». Et sur ce plan, le parti, qui condamne fermement l'ignoble attentat de Aïn Defla contre des soldats de l'ANP, n'a pas manqué de dénoncer, par ailleurs, «les discours politiques triomphalistes et lénifiants sur la défaite consommée du terrorisme, de la sécurité totalement rétablie et de la paix entièrement recouvrée qui entretiennent la démobilisation et la baisse de la vigilance».

Photo : Samir Sid

Ali Benflis, président de Talaiou El-Houriet.

En d'autres termes, le discours officiel. Pour le parti, «le terrorisme reste un défi qui ne saurait être relevé, outre son traitement sécuritaire, que par des choix politiques clairs et sans concessions sur les valeurs d'ouverture, de progrès et de tolérance de notre société».

Il est effectivement notable depuis quelques années, que ces choix politiques sont complètement abandonnés par les pouvoirs publics, qui n'arrivent plus à faire face à une déferlante islamiste qui menace durablement la société algérienne.

K. A.

ISLAMISTES

Djaballah à la recherche de l'union sacrée

Décidément, Abdallah Djaballah ne perd pas espoir de réunir la famille islamiste autour du projet vert puisqu'il vient de lancer un énième appel dans ce sens.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Sauf que cette initiative a toutes les chances de subir le même triste sort, soit l'échec patent comme ce fut le cas de ses précédentes.

Indice probant, le dos tourné à ce projet par la totalité des partis de la mouvance, directions et bases militantes, elles qui, ces derniers temps, estiment que «l'heure n'est pas aux regroupements idéologiques mais à un regroupement le plus large possible autour des conditions minimales d'un exercice politique réellement démocratique».

Et les précisions apportées par les organisateurs de la rencontre d'hier samedi à l'occasion de laquelle ce projet a fait l'objet d'un appel public, par le Cheikh lui-même ne seront pas, et à coup sûr, de nature à faire changer d'avis les boudeurs de l'initiative. «C'est un projet porté par des individus et destiné aux individus, qu'ils soient militants, cadres de partis islamistes ou indépendants et pas aux partis et aux organisations. Il n'y a aucune velléité de zaïmisme derrière», a précisé le président du FJD qui sera chaleureusement remercié par plus d'un intervenant pour cette initiative. Ce qui obligera, d'ailleurs, le modérateur de ce conclave tenu à la salle Sierra Maestra, à Alger, à apporter, à son tour, son rectificatif, en soutenant que parmi les présents, il n'y avait pas que les militants du FJD, le parti de Djaballah, mais d'autres militants et cadres des mouvements Islah et Nahda et autres militants du parti dissous et simples citoyens. Affirmation difficile à vérifier sauf que de toutes les figures connues des partis de la mouvance citée, seuls Mohamed Boulahia et Djamal Soualah qui ont, pour rappel, quitté le mouvement Islah étaient «visibles», le second ayant eu même l'insigne honneur de lire l'appel aux fils du projet islamiste pour dialoguer et se concerter autour du présent et du futur.

Pour Djaballah, ce projet arrive au bon moment au vu de la crise multidimensionnelle qu'endure le pays et d'y apporter ensemble les solutions car, selon lui, personne ne peut se prévaloir être à lui seul l'alternative», assez renseigné, dit-il, des échecs qui ont été le sort de ses nombreuses tentatives du genre par le passé.

Seulement, cette mouvance, avant de songer à s'unir, a plus que jamais besoin de faire «une halte» pour un bilan, selon Khaled Bensmaïn surtout qu'il estime que la mouvance a «menacé l'Etat national». Une mouvance verte qui doit tisser des liens avec son homologue nationaliste dont il se revendique, cette dernière portant, à son tour, ajoutera-t-il, la responsabilité du «libéralisme sauvage, de la corruption, …».

Et à l'intervenant de coller à l'actualité faite de la polémique sur l'introduction des langues maternelles dans les deux premières années de l'enseignement primaire recommandée par la dernière conférence sur l'évaluation de l'éducation nationale. Pour Bensmaïn enseigner avec l'arabe dialectal et tamazight constitue ni plus ni moins qu'une «atteinte aux fondements de l'identité de la nation» !

M. K.

ÉVÉNEMENTS DE GHARDAÏA

Le RCD dénonce des «officines occultes»

A l'issue de sa réunion en session ordinaire du 31 juillet 2015, le secrétariat national (Bureau exécutif) du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a rendu public un communiqué.

Les membres de l'exécutif du parti ont consacré l'essentiel de ce communiqué à l'actualité nationale. Ce qui se passe à Ghardaïa inquiète au plus haut point le RCD.

«Le parti s'incline une nouvelle fois devant la mémoire des victimes d'un système dépassé par l'Histoire. Il condamne avec la plus grande fermeté les assassinats programmés et fomentés par des officines occultes dans le but d'entretenir d'autres abcès de fixation dans le sillage des luttes des clans ouvertes à la succession de l'accaparement de la rente.» Cependant, le RCD considère que les sacrifices de ses militants de la vallée du M'Zab ne sont pas vains.

«Le RCD considère que les militants politiques et pacifiques dans la vallée du M'Zab, et partout ailleurs dans le pays, sont des facteurs d'ordre et d'espoir dans une Algérie exsangue par la corruption, l'injustice et le désespoir.» A travers l'arrestation et l'inculpation du militant Nacerdine Hadjadj, ancien maire RCDiste de Berriane et présentement membre du secrétariat national de ce parti, cette instance du parti dénonce «l'instrumentalisation de la justice contre les militants politiques et associatifs».

Le secrétariat national du RCD revient à l'occasion sur le «cas Bouteflika» notamment l'incapacité du chef de l'Etat à gouverner le pays. Le RCD estime que cette incapacité à gouverner couplée à la diminution de la rente pétrolière constitue un danger pour le pays soumis à la voracité des clans mafieux. «Le secrétariat constate que le rétrécissement de la rente et l'incapacité avérée du chef de l'Etat d'arbitrer entre les différentes loges de janissaires sont porteurs de risques accrus de dérives.»

Manque de visibilité et décisions économiques aléatoires

Par ailleurs, les dirigeants du RCD se sont longuement penchés sur la politique économique et la gouvernance dans ce secteur avant de tirer la sonnette d'alarme. «L'affolement perceptible à travers les discours et les orientations économiques contradictoires dénote de la poursuite de la dégradation de la gouvernance algérienne.» Ils ne cachent pas, en outre, leurs appréhensions quant à l'opération déclenchée en vue d'intégrer le système informel dans le processus économique réglementaire. Incapable du moindre résultat dans l'assainissement du secteur informel après des années de «campagne d'éradication», le gouvernement pense avoir trouvé la parade en sortant du chapeau l'amnistie fiscale. On se demande par quel miracle les barons de l'informel décideront du jour au lendemain de se «repentir pour intégrer ou réintégrer la sphère légale et partager leurs gains voire leur rapine avec la collectivité nationale.» Les rédacteurs de ce communiqué ne manquent pas d'ironiser sur les propos du Premier ministre qui affirme que «l'argent sale ou venant du crime et de la drogue sera exclu».

Le RCD réitère à l'occasion sa revendication pour doter le pays d'institutions légitimes et crédibles à l'issue d'élections organisées, à tous les échelons du pouvoir, par une instance indépendante. Il estime par ailleurs que la CLTD (Coordination pour les libertés et la transition démocratique) est un «espace de concertation et d'action loin des conflits idéologiques.» C'est une manière de répondre aux détracteurs de ce parti qui lui reprochent des accointances avec des islamistes et probablement aussi l'occasion de marquer de la distance par rapport à ce qui se passe à l'intérieur du MSP entre Makri et son ennemi juré Aboudjerra Soltani.

Abachi L.